

En Catalogne, une mise sous tutelle qui dure

ESPAGNE Les conséquences de la prise de contrôle madrilène

- Depuis l'application de l'article 155, de nombreuses mesures ont été adoptées par Madrid.
- Certaines, en continuité de l'administration de Puigdemont.
- D'autres moins...

MADRID
DE NOTRE CORRESPONDANT

La suspension ce mardi du débat d'investiture au parlement régional a rappelé que la situation que vit la Catalogne depuis le référendum illégal d'autodétermination du 1^{er} octobre dernier est loin d'être terminée. La mise sous tutelle de la région, décidée fin octobre par les autorités de Madrid, n'a pas encore permis le « retour à la normale » annoncé par le Premier ministre Mariano Rajoy. Cette prise de contrôle, à travers l'application de l'article 155 de la Constitution espagnole, a pourtant eu des conséquences sur la gouvernance de la région, la situation des leaders séparatistes et l'économie catalane.

1 Qui gouverne la région ? Au soir du 27 octobre, la réponse du gouvernement de Mariano Rajoy à la déclaration d'indépendance proclamée quelques heures plus tôt par le parlement régional est sans équivoque : la destitution de l'ensemble du gouvernement catalan s'accompagne d'un transfert vers l'exécutif de Madrid des compétences assumées jusqu'alors par le président régional Carles Puigdemont et ses conseillers.

Depuis, les décisions qui concernent la Catalogne sont prises par le gouvernement central. Le conseil des ministres du vendredi est désormais suivi

d'une réunion extraordinaire au cours de laquelle les membres de l'exécutif de Madrid abordent la gestion des affaires catalanes. En trois mois, de nombreuses mesures ont été adoptées. Certaines, comme la création de 2.000 places de professeurs cette année, sont dans la continuité de décisions déjà approuvées par l'administration séparatiste de Puigdemont. D'autres – suppression de subventions aux associations favorables à l'indépendance, fermeture du réseau d'ambassades catalanes à l'étranger, destitutions de plus de 200 hauts fonctionnaires – démontrent au contraire que le gouvernement de Rajoy entend bien se servir de ses compétences en Catalogne pour désarticuler l'indépendantisme.

2 Quelle est la situation des leaders indépendantistes ? Il y a Carles Puigdemont... et les autres. Depuis son départ vers la

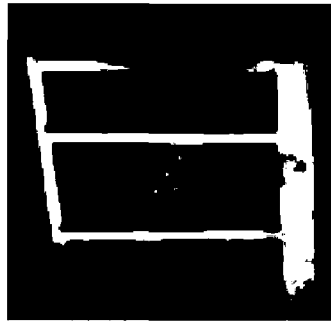
Belgique début novembre, on en oublierait presque le sort des autres responsables indépendantistes. En tout, 28 personnes ont été mises en examen, dont l'ensemble du gouvernement catalan et du bureau permanent du parlement régional – l'organe de décision de la chambre –, tous destitués lors de la mise sous tutelle de la région. Également inculpés, les leaders des deux principales associations séparatistes, Jordi Sanchez et Jordi Cuixart. Ils sont en prison préventive depuis mi-octobre. Ce sont les seuls, avec l'ancien vice-président Oriol Junqueras et l'ancien conseiller d'intérieur Joaquim Forn, à être encore derrière les barreaux. Sept autres ex-conseillers, également passés par la case prison, ont été libérés sous caution. Cette délicate situation judiciaire a poussé plusieurs d'entre eux à abandonner la politique ou à ne pas se représenter lors des élections régionales du 21 décembre. D'autres, réélus lors de ce scrutin, ont de-

puis renoncé à leur siège de député. C'est notamment le cas de trois des quatre ex-conseillers qui ont accompagné Puigdemont dans son « exil » belge.

3 Où en est l'économie catalane ? Depuis le référendum interdit du 1^{er} octobre, plus de 3.200 entreprises installées dans la région ont choisi de délocaliser leur siège social hors de la Catalogne. Parmi elles, des fleurons et symboles de l'économie catalane, comme la banque Caixa Bank, la brasserie San Miguel et le producteur de vins mousseux Codorniu. Le rythme de ces transferts, qui ont provoqué beaucoup d'inquiétude parmi les Catalans, a considérablement baissé après la mise sous tutelle de la région. Pour l'exécutif de Madrid, qui

avait pris le contrôle des finances régionales avant même la suspension de l'autonomie catalane, l'application de l'article 155 de la constitution a permis d'éviter de graves conséquences économiques pour la Catalogne, qui pèse près de 20 % du PIB du pays. Cela étant, la crise politique et institutionnelle catalane ne semblait de toute façon pas avoir grippé outre mesure l'économie de la région. En 2017, elle a enregistré la deuxième plus forte baisse du nombre de chômeurs de toute l'Espagne – derrière l'Andalousie – selon les données de l'Institut national des statistiques (INE). La Catalogne n'a pas non plus perdu son attractivité, avec plus de 18 millions de visiteurs étrangers sur les 11 premiers mois de 2017, soit 6 % de plus que sur la même période en 2016. ■

GUILLAUME BONTOUX

LA POLÉMIQUE**« On m'a sacrifié »**

« Nous revivons les derniers jours de la Catalogne républicaine. » Ces mots sont les premiers d'une série de messages envoyés mardi soir par Carles Puigdemont à son ancien ministre de la Santé, Toni Comin. Ces quatre messages ont été captés par une caméra de la chaîne espagnole Telecinco à la réception de Louvain à laquelle Puigdemont devait assister et où Comin l'a remplacé. Humilié par l'ajournement de son investiture, le ton est cinglant : « Je suppose que tu sais que tout est terminé. Les nôtres nous ont sacrifiés (...) je suis déjà sacrifié. »

Dès la publication de ces messages privés, le camp indépendantiste était mal à l'aise. Personne ne voulait confirmer ou démentir ces propos et tous ont préféré, dans un premier temps, dénoncer les méthodes. Une aubaine pour leurs opposants politiques qui n'ont pas manqué de dénoncer un double discours. Ce n'est qu'à la mi-journée que Puigdemont reconnaissait la véracité des messages. « Je suis humain et il y a des moments dans lesquels je doute aussi », tweetait-il tout en critiquant les « limites à ne jamais dépasser » du journalisme et en assurant qu'il ne ferait aucun pas de côté en concluant : « Continuons ! »

ELISE GAZENGEL (À BARCELONE)